

Les indices pour le premier trimestre de cette année nous font espérer que la récession actuelle a déjà atteint son niveau le plus bas. La reprise tant attendue semble enfin commencer à se manifester par une montée de la production ainsi que par une stabilisation ou une chute des prix dans nombre de pays de l'OCDE. Après avoir attendu si longtemps, nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir, tant individuellement que collectivement, pour garantir que cette reprise soit propice à une croissance non-inflationniste soutenue.

Une telle reprise dans les pays de l'OCDE donnerait espoir non seulement aux nations industrialisées, mais également aux pays en développement, qui verraient ainsi s'accroître les recettes d'exportation avec lesquelles ils assurent le service de leurs dettes. Une telle reprise allégera les pressions très réelles qui s'exercent sur le système monétaire international, atténuera les pressions fiscales exercées sur les budgets de nos gouvernements et nous permettra également de maintenir ou d'accroître le volume de notre aide aux pays en développement.

Mais ne nous complaisons pas trop à l'idée qu'une reprise soutenue soit chose assurée. Il y a des risques que les conditions d'une telle reprise puissent ne pas être remplies. Ces risques tiennent à un certain nombre de possibilités: persistance de taux d'intérêt réels élevés; incertitude quant à l'évolution des cours pétroliers; ou insuffisance des crédits accordés aux grands pays débiteurs. Les membres de l'OCDE doivent rester disposés à prendre des mesures appropriées pour éviter que le système économique mondial ne soit soumis à de nouveaux "chocs", et c'est d'ailleurs l'image qu'ils doivent donner.